Revendications politiques et socio-économiques lors de manifestations dans plusieurs villes

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 21-03-2011 20:57:31

[b]Plusieurs villes marocaines ont connu ce dimanche des manifestations populaires organisées à l'appel du mouvement du 20 février, soutenu par plusieurs associations et partis politiques pour demander des réformes politiques et exprimer des revendications sociales et économiques.

Près de 800 personnes ont pris part à Fès à une marche pour revendiquer davantage de réformes politiques, économiques et sociales.[/b]

La manifestation a été l'occasion pour faire valoir des revendications appelant à une justice indépendante et impartiale, une distribution équitable des richesses, la reddition des comptes, le droit au travail et à la dignité, l'élimination de toutes les formes de clientélisme et la promotion de la liberté et la justice sociale.

D'autres slogans scandés lors de cette marche appelaient à la libération des prisonniers "politiques", l'application claire de la séparation des pouvoirs et la création d'un environnement médiatique libre, indépendant et pluraliste.

Ces manifestations, qui ont pris fin en début d'après-midi, avaient en partage plusieurs slogans dont les plus en vue sont la lutte contre la corruption, ainsi que les revendications demandant des réformes politiques, l'amélioration de l'enseignement et de la santé ainsi que les conditions d'une vie digne.

A Béni Mellal, des dizaines de jeunes ont défilé dans les principales artères de la ville, scandant des slogans demandant davantage de démocratie et de justice sociale, la dignité et la liberté ainsi que l'accélération du rythme des réformes, notamment dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'emploi et la lutte contre la corruption.

Un sit-in a été, de même, observé devant le siège de la Wilaya de la région de Guelmim-Smara pour demander la lutte contre la corruption et l'égalité dans l'enseignement.

Les participants à ce sit-in, représentant diverses catégories sociales et professionnelles, dont des avocats, des enseignants, des militants des droits de l'Homme, des acteurs associatifs et les familles des détenus, ont appelé par la voie de banderoles au changement, à une Constitution démocratique et à la libération des détenus.

Les manifestants qui ont défilé dans les rues de Kelaat-Sraghna ont, pour leur part, revendiqué la mise en oeuvre rapide du recrutement des jeunes diplô més, la lutte contre la corruption, la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit. Ils ont aussi scandé des slogans en faveur de la promotion de l'habitat, l'emploi, la santé et l'enseignement.

Des manifestants affiliés aux associations de jeunes diplô més chô meurs de cette ville ont brandi des banderoles appelant à l'accélération du règlement de leur problème et dénonçant la corruption et le clientélisme dans le traitement de leur dossier.

"Le peuple veut la fin de la corruption", ont scandé les manifestants, estimés à un millier, qui ont battu le pavé à Errachidia.

La manifestation, qui a réuni des acteurs associatifs, culturels, politiques, syndicaux et jeunes étudiants, mais surtout des jeunes diplô més chô meurs, s'est déroulée dans le calme et a pris fin sans incidents.

Outre les revendications matérielles relatives à l'emploi, la santé, le logement, l'enseignement, les manifestants ont scandé des slogans appelant à mettre "fin au népotisme, au clientélisme, à la corruption et à l'exclusion".

A Tétouan, un rassemblement pacifique a eu lieu Place Moulay El Mehdi, à l'appel du mouvement du 20 février, avec la participation de manifestants dont le nombre est estimé entre 200 et 300 personnes représentant différentes associations et partis politiques.

Le rassemblement s'est dispersé sans incident après trois heures de manifestation durant laquelle les participants ont scandé des slogans exprimant des revendications politiques, économiques et sociales.

A M'diq, une centaine de personnes a pris part à un rassemblement pacifique au centre de la ville.

A Tanger, une marche, organisée à l'appel du même groupe soutenu par des associations, a réuni près de 1.000 personnes qui ont sillonné des avenues de la ville avant de se disperser Place Oued El Makhazen, tandis qu'un sit-in était organisé à la Place des Nations par le mouvement altermondialiste "Attac-Tanger" pour protester contre la cherté de la vie, la corruption et la société de gestion déléguée de l'eau et de l'électricité "Amendis".

Une marche similaire a eu lieu à Taza pour revendiquer le changement politique et réclamer l'amélioration des conditions socioéconomiques des citoyens.

Cette marche a regroupé les militants de certains partis politiques en plus des acteurs de la société civile. Les manifestants ont scandé des slogans pour l'organisation d'élections libres et transparentes et la concrétisation des revendications relatives à la lutte contre la cherté de la vie et la corruption, la justice sociale, l'emploi, l'habitat, l'éducation et la santé.
A Nador, quelque six cents personnes ont sillonné plusieurs artères de la ville dont les avenues Mohammed V et Youssef Ibn Tachfin, scandant des slogans réclamant le droit à la dignité, à l'égalité de chance et à l'emploi, à davantage de fermeté dans la lutte contre toutes les formes de corruption et d'opportunisme.

La marche, qui s'est déroulée dans un climat empreint de responsabilité et de sens de l'organisation, a pris fin par un sit-in dans la corniche de la ville où les manifestants ont réitéré leurs réclamations politiques et socio-économiques.

A Khénifra, environ mille personnes ont participé à une marche organisée à l'appel du mouvement du 20 février pour revendiquer davantage de réformes politiques et socio-économiques.

Les manifestants, venus des villes de Khénifra et Mrirt et des centres ruraux avoisinants, ont observé un sit-in pacifique (vers 16H30) à la Place 20 août avant de décider d'organiser leur marche deux heures après.

Les manifestants ont appelé à une justice indépendante, la dignité, l'élimination de toutes les formes de clientélisme, la promotion de la liberté, la justice sociale, l'égalité des chances, l'emploi et à davantage de fermeté dans la lutte contre toutes les formes de corruption et d'opportunisme.

Les manifestants se sont dispersés dans le calme après trois heures environ de protestation.

Par ailleurs, entre quatre et six cents personnes ont manifesté dans le calme à Kénitra à l'appel du mouvement du 20 février.

Les manifestants, qui se sont rassemblés vers 16H00 sur la Place Biranzaran, portaient des banderoles et des pancartes pour demander une Constitution démocratique, des emplois et l'amélioration des conditions de vie.

Ils scandaient également des slogans appelant au jugement des corrompus et à la baisse des prix des produits de consommation.

Des centaines de personnes ont aussi participé à Oujda à une manifestation organisée à l'appel du mouvement du 20 février.

Les manifestants, qui ont observé à partir de 16H00 un sit-in à la Place "16 août" suivi d'une marche le long du Boulevard Mohammed V, ont scandé, dans un climat de liberté et de responsabilité, des slogans revendiquant des réformes d'ordre social, économique et politique.

Ils ont demandé entre autres la lutte contre la corruption et l'exclusion, une Constitution démocratique, la séparation des pouvoirs, la bonne gouvernance, le recrutement des diplômés chômeurs, la justice sociale, la consécration du droit à l'enseignement, à la santé, au logement et au travail.

La manifestation, qui a réuni aussi des étudiants, des acteurs associatifs et des militants de certains partis politiques, a pris fin aux environs de 19H00 et aucun incident n'a été enregistré.

A Marrakech, une manifestation a été organisée en fin d'après-midi à l'appel du mouvement du 20 février avec la participation des militants politiques et des droits de l'Homme, en plus d'acteurs de la société civile.

Ce rassemblement, qui s'est déroulé dans un climat empreint de sérénité et de grande responsabilité, a été l'opportunité pour des centaines de manifestants de faire part de leurs revendications d'ordre tant politique que social et aussi de faire montre d'un degré élevé de civisme et de citoyenneté.

Ils ont, à cette occasion, brandi des banderoles et des pancartes dans lesquelles l'accent a été mis sur nombre de revendications, dont l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption, la promulgation d'une Constitution démocratique, la consécration de l'amazighité et la garantie de la dignité et de la vie décente pour tous.

Deux rassemblements similaires ont eu lieu également à Chichaoua et à Imintanout au cours desquels les manifestants ont fait part de leurs revendications d'ordre social, économique et politique.
MAPF